

## CHANGEMENT DE POLITIQUE A WASHINGTON ???

Mark Weisbrot

### *Le Venezuela, une menace imaginaire*

Sous la présidence de George Bush, les relations entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine ont été à leur plus bas niveau, si bien que l'arrivée de Barack Obama à la Maison blanche a permis d'espérer une nouvelle approche, aussi bien au nord qu'au sud de la Frontière. **Pour l'heure, la plupart des signes semblent indiquer que la continuité l'emportera sur le changement.**

Barack Obama a commencé sans raison à s'en prendre verbalement au Venezuela. Dans une interview diffusée par la chaîne de télévision hispanophone Univisión le dimanche qui a précédé son investiture, il a accusé Hugo Chávez « d'avoir entravé le progrès dans la région » et « d'exporter des activités terroristes » [1].

Même mesurés à l'aune de la précédente administration, ces propos ont été anormalement hostiles et comminatoires. D'autant plus qu'ils sont erronés et diamétralement opposés à la manière dont les autres pays de la région perçoivent le Venezuela. En effet, la plupart des gouvernements d'Amérique latine ne prennent pas au sérieux l'accusation selon laquelle le Venezuela « exporte le terrorisme ».

Le président de l'Organisation des États américains (OEA), le Chilien José Miguel Insulza, a parlé au nom de pratiquement tous les pays du continent lorsque, l'année dernière, il a déclaré devant le Congrès des États-Unis qu'« il n'y a pas de preuve » et qu'aucun des pays membres, pas même les États-Unis, n'a apporté « une telle preuve » selon laquelle le Venezuela soutient des groupes terroristes.

Pas une seule des démocraties latino-américaines ne perçoit non plus le Venezuela comme un obstacle au progrès dans la région. Au contraire, le président brésilien Lula da Silva et plusieurs autres présidents sud-américains ont, à plusieurs reprises, défendu Chávez et reconnu le rôle qu'il joue dans la région. Quelques jours après que Barack Obama a accusé le Venezuela, Lula était dans l'État vénézuélien de Zulia, situé dans le nord-ouest du pays, d'où il a souligné l'importance de son partenariat stratégique avec Chávez et leurs efforts communs en faveur de l'intégration économique régionale.

La déclaration de Barack Obama n'a pas été fortuite. Quiconque lui a suggéré ces paroles voulait fort probablement faire savoir aux électeurs vénézuéliens, préalablement au référendum du dimanche 15 février [2], que leur pays n'aura pas de relations normales avec les États-Unis tant que Chávez restera président.

Il est certain que, au sein de l'administration Obama, un certain nombre de personnes souhaitent poursuivre les politiques de Bush. Durant son processus de nomination, James Steinberg, le numéro deux du département d'État après Hillary Clinton, a lancé une pique gratuite contre la Bolivie et le Venezuela en déclarant que les États-Unis devraient « faire contrepoids à des gouvernements tels que ceux actuellement au pouvoir au Venezuela et en

Bolivie, qui mènent des politiques qui ne servent pas les intérêts de leur peuple ou de la région. »

Le fait que Barack Obama n'ait toujours pas remplacé Thomas Shannon, le principal diplomate pour l'hémisphère occidental [les Amériques] sous l'administration Bush, constitue un autre signe de continuité.

Dans cette situation, les médias états-uniens jouent le rôle de provocateur. Ainsi, l'Associated Press ne tient pas compte des attaques lancées par Washington et dépeint la réponse de Chávez comme une simple manœuvre électorale de sa part, alors que, contrairement à son habitude, le président vénézuélien a fait preuve de retenue. Durant tout le temps qu'a duré la longue campagne électorale états-unienne, il n'a pas répondu aux attaques, et ce, même lorsque Hillary Clinton et Joe Biden l'ont traité de « dictateur » et Barack Obama, de « despote », qualificatifs que pas un politologue sérieux au monde n'accepterait pour parler d'un président élu démocratiquement dans un pays où l'opposition domine les médias. Il a mis tout cela sur le compte de l'influence du sud de la Floride sur les élections présidentielles étasuniennes.

Pourtant, dans le monde, rares sont les présidents qui auraient subi des agressions verbales répétées sans répondre.

Les conseillers de Barack Obama savent pertinemment que la presse dépeindra Hugo Chávez comme l'agresseur, peu importe la manière dont leur administration se comporte envers le Venezuela. Par conséquent, le fait d'empoisonner dès le départ les relations entre les deux pays relève du calcul politique facile, quoique cynique. Mais ce que ces conseillers n'ont pas encore compris, c'est que ce faisant, ils s'aliènent la majeure partie de la région.

Néanmoins, il est toujours possible d'espérer un changement dans la politique étrangère des États-Unis pour l'Amérique latine, une politique qui, de la lutte antidrogue à la politique commerciale en passant par l'embargo contre Cuba, a perdu toute crédibilité. Mais, comme à l'époque de Bush, il faudra une pression constante du Sud sur nous. En septembre dernier, l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) a vigoureusement soutenu le gouvernement bolivien contre la violence et la déstabilisation de l'opposition. Ce soutien s'est avéré extrêmement efficace pour contrer le soutien tacite que Washington a apporté aux éléments les plus extrémistes de l'opposition et il a montré à l'administration Bush que la région ne tolérerait pas que les États-Unis essaient de légitimer, en Bolivie, une opposition qui sort du cadre des lois, ni qu'ils lui accordent des droits particuliers en faisant abstraction du processus démocratique.

Lorsqu'ils l'ont félicité de sa victoire, plusieurs présidents, dont Lula, ont demandé à Barack Obama de lever l'embargo contre Cuba. Lula lui a également demandé de rencontrer Hugo Chávez. Il est à espérer que ces gouvernements continueront d'affirmer - de manière réitérée, publiquement et d'une seule voix - que les conflits qui opposent Washington à Cuba, à la Bolivie et au Venezuela sont des problèmes de Washington et pas le résultat d'une quelconque action de ces gouvernements. Lorsque l'équipe du président Obama comprendra que, dans la région, la méthode du « diviser pour mieux régner » échouera aussi lamentablement pour la nouvelle administration que pour la précédente, peut-être alors verrons-nous l'avènement d'une nouvelle politique envers l'Amérique latine.

Notes :

[1] [RISAL] « Chavez has been a force that has impeded progress in the region » ; « We must be very firm when we see this news that Venezuela is exporting terrorist activities or backing malicious entities like FARC ».

[2] [RISAL] La majorité des électeurs vénézuéliens ont accepté approuvé l'amendement constitutionnel permettant à tout élu de se représenter à un élection sans limitation du nombre de mandat.

Source : Center for Economic and Policy Research, Common Dreams, The Guardian, Venezuelanalysis, février 2009.

Traduction : Arnaud Bréart

► <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2486>

**2 mars 2009**